

MÉMENTO DE L'ENSEIGNEMENT 2021-2022

XAVIER GHUYSEN
DOMINIQUE DRION

L'édition est mise à jour au 15 avril 2021

Editeur responsable : Bas Kniphorst

© 2021 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2021/2664/048
ISBN 978-94-03-02183-6
BP/MENS-PI21001

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

CHAPITRE 1 ÉVOLUTION RÉCENTE DU DROIT DE L'ENSEIGNEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	1
1. Crise du Covid-19 et pouvoirs spéciaux	1
1.1. La pandémie du Covid-19	1
1.2. Les décrets attributifs de pouvoirs spéciaux	2
1.3. Les arrêtés de pouvoirs spéciaux et leur confirmation par décrets	4
1.4. Fin des pouvoirs spéciaux – Survivance des arrêtés de pouvoirs spéciaux	5
1.5. Décrets complémentaires	5
2. Intégration : stop ou encore ?	6
2.1. Résumé de la question	6
2.2. L'annonce de la réforme	6
2.3. Motifs de la réforme	7
2.4. Objet de la réforme	9
3. Avènement du Code de l'enseignement	12
3.1. Introduction au Code de l'enseignement	13
3.2. Livre I ^{er} du Code de l'enseignement : les grands principes du droit de l'enseignement en Communauté française	17
3.3. Livre 2 du Code de l'enseignement : le tronc commun	147
3.4. Bilan et perspectives du Code de l'enseignement	181
4. Le « Pacte pour un enseignement d'excellence » ou « Pacte d'excellence »	182
4.1. Origine de la réforme	182
4.2. Les grandes lignes du « Pacte pour un enseignement d'excellence »	182
4.3. Phasage de la réforme et méthode de travail	183
4.4. <i>Timing</i> du Pacte d'excellence	185
4.5. Premières avancées du « Pacte pour un enseignement d'excellence » : le décret du 4 février 2016	185
4.6. Aide spécifique aux directions dans le fondamental ordinaire et spécialisé	195
4.7. Création d'une Entité Wallonie-Bruxelles Enseignement (W.B.E.)	196
4.8. Troisième année maternelle obligatoire	197
4.9. Pilotage	197
4.10. Inspection	206

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

4.11.	Scolarisation et accueil des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement – Dispositifs DASPA et FLA	216
4.12.	Gratuité	232
4.13.	Charge de travail des membres du personnel de l'enseignement	235
5.	Le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD)	258
5.1.	Position du problème	258
5.2.	Champ d'application du RGPD	259
5.3.	Définitions	259
5.4.	Obligations prescrites du RGPD	260
6.	Marchés publics : le point sur les réformes	274
6.1.	Loi et arrêtés relatifs aux marchés publics	274
6.2.	Principes	276
6.3.	Passation des marchés publics (procédure)	286
7.	Examen d'entrée en médecine et en dentisterie	299
7.1.	Du concours à l'examen d'entrée	299
7.2.	Inscription auprès de l'ARES	301
7.3.	À partir de l'année académique 2018-2019	302
7.4.	Jury de l'examen d'entrée et d'accès	302
7.5.	Modalité de l'examen d'entrée – Critères de réussite	303
7.6.	Quota de lauréats non-résidents	303
7.7.	En cas d'échec	304
8.	Le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire	304
8.1.	Pour tous les jurys de l'enseignement secondaire	305
8.2.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 1 ^{er} degré (1 ^{re} et 2 ^e années) – CE1D	306
8.3.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 2 ^e degré (3 ^e et 4 ^e années) – CE2D	306
8.4.	Pour le certificat du 3 ^e degré (5 ^e , 6 ^e et 7 ^e années) – CESS (Certificat d'enseignement secondaire supérieur)	307
8.5.	Conditions de réussite et de dispenses	309
8.6.	Droit de recours	309
9.	La réforme des cours philosophiques : dispense, encadrement pédagogique, éducation à la philosophie à la citoyenneté	309
9.1.	Rappel	309
9.2.	Première étape de la réforme : le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense des cours de religion et de morale dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans	

	l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française	310
9.3.	Seconde étape de la réforme : le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté	311
10.	Le décret « Titres et fonctions »	313
10.1.	Le champ d'application	315
10.2.	Les titres	316
10.3.	La fonction et l'accroche cours-fonction	316
10.4.	Priorité du porteur du titre requis lors du premier recrutement	317
10.5.	La gestion dynamique du système	317
10.6.	La logique barémique	318
10.7.	Les dispositions modificatrices, abrogatoires, transitoires et finales	318
10.8.	Décrets modificatifs en matière de titres	319
11.	Contention et isolement : une circulaire pour fixer un cadre aux mesures de coercition	320
11.1.	Introduction	320
11.2.	Présentation de la circulaire	320
12.	Prévention des risques psychosociaux	322
12.1.	Introduction	322
12.2.	Champ d'application et portée de la réforme	322
12.3.	Risques psychosociaux : un concept élargi	324
12.4.	Violence au travail, harcèlement moral au travail, harcèlement sexuel au travail	349
12.5.	Protection contre le licenciement	350
12.6.	Principales modifications apportées par la réforme	353
13.	Enseignement et Aide à la jeunesse – Bien-être des jeunes à l'école, accrochage scolaire, prévention de la violence, orientation scolaire	355
13.1.	Décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation	357
13.2.	Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école, et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire	364
14.	Paysage de l'enseignement supérieur	375
14.1.	Champ d'application	375

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

14.2.	Portée de la réforme	376
14.3.	Enseignement supérieur inclusif	401
14.4.	Commission chargée de recevoir les plaintes en cas de refus d'inscription	402
14.5.	Enseignement supérieur	407
15.	Réforme du premier degré	408
15.1.	Plan d'actions collectives	409
15.2.	Plan individuel d'apprentissage	409
15.3.	Grille horaire réaménagée	409
15.4.	Suppression progressive de la première année complémentaire	409
15.5.	Approche « orientante »	409
15.6.	Accompagnement spécifique de certaines écoles	410
15.7.	Simplification des parcours	410
15.8.	Premier degré de l'enseignement secondaire – Périodes de cours de 45 minutes	410
16.	La question du port du voile et autres signes convictionnels distinctifs	413
16.1.	Position du problème	413
16.2.	Normes d'interdiction du port de signes distinctifs – Liberté religieuse	414
16.3.	Inapplicabilité des lois anti-discrimination du 25 février 2003 et du 10 mai 2007	415
16.4.	Principe de neutralité	415
16.5.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les élèves. Les arrêts du Conseil d'État du 17 mars 2009	416
16.6.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. L'arrêt de la Cour d'appel de Mons du 10 mars 2010	417
16.7.	Arrêts du Conseil d'État du 2 octobre 2009 et du 25 février 2011 – Affaires Ville de Dison et Ville de Grâce-Hollogne	421
16.8.	L'arrêt n° 40/2011 rendu le 15 mars 2011 par la Cour constitutionnelle – Définition du contenu de la notion de neutralité dans l'enseignement	422
16.9.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. Liberté religieuse et neutralité. L'arrêt du Conseil d'État du 27 mars 2013 dans l'affaire Ville de Verviers	423
16.10.	L'arrêt de la Cour eur. D.H. du 15 janvier 2013	424
16.11.	Port du voile par les professeurs de religion – L'arrêt « Commune de Grâce-Hollogne » du 17 avril 2013	426
16.12.	Arrêts de la C.J.U.E. du 14 mars 2017	429

17. Certification par unités d'acquis d'apprentissage (C.P.U.)	430
17.1. Qu'est-ce que la C.P.U. ?	430
17.2. Public-cible	431
17.3. Organisation de la C.P.U.	432
18. Les décrets « inscriptions »	432
18.1. Préambule	432
18.2. Le feuilletton du décret « Inscriptions » du 28 mars 2010 : épilogue provisoire	433
18.3. Priorités de la réforme	435
18.4. Sièges de la matière des inscriptions	436
18.5. Procédure d'inscription	437
19. Décret organisant un encadrement différencié : la fin des discriminations positives	442
19.1. Objectifs et présentation du décret « Encadrement différencié »	442
19.2. La réforme en chiffres	444
19.3. Sort des discriminations positives	444
19.4. La « priorité Art. 14 » du décret « Encadrement différencié » remplace la « priorité Art. 18 » du décret D +	445
20. L'intégration : un pont jeté entre l'enseignement spécialisé et l'enseignement ordinaire	445
20.1. L'intégration : histoire d'un succès	445
20.2. Bases légales et documentaires	446
20.3. Les différentes formes d'intégration	446
20.4. Procédures à suivre pour l'adoption d'un projet d'intégration	452
20.5. Passage de l'enseignement secondaire spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire	459
20.6. Intégration ou inclusion scolaire ? L'accompagnement des élèves présentant des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire	459
CHAPITRE 2 DROIT DE L'ENSEIGNEMENT – PRINCIPES	465
1. La hiérarchie des sources de droit	465
1.1. Contrôles de légalité et de constitutionnalité – Notions	465
1.2. Raisonement juridique	466
1.3. La hiérarchie des normes	467
2. Le cadre constitutionnel	475
2.1. Introduction	475
2.2. Communautarisation de l'enseignement – Compétence législative des communautés	476

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

2.3.	La liberté de l'enseignement	477
2.4.	Le(s) principe(s) d'égalité	481
2.5.	Principe d'égalité et lutte contre les discriminations	485
2.6.	Droit à l'enseignement et gratuité de l'enseignement	499
3.	Les recours	504
3.1.	La Cour constitutionnelle (anciennement Cour d'arbitrage)	504
3.2.	Le Conseil d'État	507
3.3.	Les chambres de recours de l'enseignement	508
3.4.	Les Commissions paritaires	509
3.5.	Recours en cas de renvoi d'élève (exclusion définitive ou refus de réinscription)	510
3.6.	Recours en matière de certificat d'études de base (CEB)	511
3.7.	Recours contre les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4	512
3.8.	Recours dans l'enseignement supérieur	518
3.9.	Tribunal de première instance	519
3.10.	Les tribunaux du travail	520
4.	Statut des enseignants	520
4.1.	Statut des enseignants : principes	521
4.2.	Statut des enseignants : la nomination	529
4.3.	Statut des enseignants : devoirs et incompatibilités	532
4.4.	Statut des enseignants : licenciement des temporaires	537
4.5.	Statut des enseignants : statut disciplinaire des agents définitifs	543
4.6.	Réglementation des titres	552
5.	Décret fixant le statut des directeurs d'école	555
5.1.	Introduction et présentation générale du décret	556
5.2.	Dispositions générales – Champ d'application du décret	558
5.3.	Les dispositions communes aux directeurs de tous les réseaux	558
5.4.	Les dispositions spécifiques à chaque réseau	566
5.5.	La résolution de la question de l'accès aux fonctions de sélection et de promotion dans l'enseignement subventionné suite au flou créé par le décret du 4 janvier 1999	570
5.6.	L'aide aux directeurs	571
5.7.	Conclusion	574

CHAPITRE 3 DROIT À L'ENSEIGNEMENT. RELATIONS ENTRE ÉCOLE ET USAGERS. DÉCRETS ET RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT	577
1. Le droit à l'enseignement	577
1.1. Définition	577
1.2. La Constitution belge : droit à l'enseignement et gratuité	577
1.3. Les traités internationaux	578
2. Relations entre l'école et les usagers	581
2.1. Exercice de l'autorité parentale	581
2.2. Décrets relatifs aux associations de parents	586
3. Le décret « Missions »	587
4. Le décret « discriminations positives »	588
4.1. Historique	588
4.2. Les discriminations positives	589
5. Interpellation du mineur en milieu scolaire – La situation du chef d'établissement	589
5.1. Introduction	589
5.2. De l'accès aux établissements scolaires	590
5.3. Application des principes à certains cas particuliers	592
5.4. Les fouilles d'élèves	593
5.5. La protection des données à caractère personnel	595
5.6. Conclusion	595
6. La question des avantages sociaux	596
6.1. Champ d'application	596
6.2. Définition des avantages sociaux	597
6.3. Aperçu des dispositions complémentaires	598
6.4. Rebondissements jurisprudentiels	599
6.5. L'arrêt n° 65/2013 de la Cour constitutionnelle du 8 mai 2013	602
6.6. L'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 2013 (<i>Pas.</i> , 1488)	604
7. Pratiques déloyales entre établissements scolaires	606
7.1. Interdiction des pratiques déloyales entre écoles	607
7.2. Création de la Commission chargée de traiter les plaintes relatives aux pratiques déloyales	607
7.3. Site internet « Art. 42 » (pratiques déloyales entre écoles)	610
8. Lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école	610
8.1. Le décret du 12 mai 2004	610
8.2. Le décret du 15 décembre 2006	611

9.	L'accueil extrascolaire	616
9.1.	L'accueil – Champ d'application	616
9.2.	La Commission communale d'accueil (CCA)	616
9.3.	La rédaction de l'état des lieux et du programme CLE	617
9.4.	Le programme CLE : but et contenu	618
9.5.	Le coordinateur de l'accueil	619
9.6.	Financement et autres	620
10.	Enseignement en immersion	620
10.1.	Définition de l'apprentissage par immersion	620
10.2.	Organisation de l'apprentissage par immersion	621
10.3.	Inscription dans l'apprentissage en immersion	622
10.4.	Langues de l'apprentissage en immersion	622
10.5.	Déroulement de la scolarité en immersion	623
10.6.	Épreuves certificatives	625
10.7.	Horaires – Continuité de l'apprentissage	625
10.8.	Accords de collaboration entre établissements	626
10.9.	Création d'un organe d'observation	626
10.10.	Titres requis, titres jugés suffisants pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage en immersion	627
11.	L'organisation pédagogique et l'enseignement différencié au premier degré de l'enseignement secondaire	627
11.1.	Le « Contrat pour l'école » – Bref rappel	627
11.2.	Le décret du 30 juin 2006 « relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire » (<i>M.B.</i> , 31 août 2006)	628
11.3.	Le décret du 7 décembre 2007 « organisant la différenciation structurelle au premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétence » (<i>M.B.</i> , 26 février 2008)	633
CHAPITRE 4	TRAITEMENTS ET PRESTATIONS SOCIALES	653
1.	Généralités	653
2.	Nature de l'emploi	653
2.1.	Fonction accessoire dans l'enseignement de plein exercice	654
2.2.	Fonction accessoire dans l'enseignement à horaire réduit ou de promotion sociale	655
2.3.	Fonction principale	655
2.4.	Fonctions mixtes et fonctions accessoires	655
2.5.	Cumul – Suppression de la Commission De Bondt	656
2.6.	Surcroît	661
2.7.	Expérience utile	661

2.8.	Harmonisation des statuts pécuniaires	661
2.9.	Ancienneté pécuniaire	662
2.10.	Les récupérations de traitement	663
2.11.	Ouvriers et employés	664
3.	Importance de la fonction	664
3.1.	Fonctions à prestations complètes	664
3.2.	Fonctions à prestations incomplètes	665
4.	Le traitement	665
4.1.	Fonctions principales à prestations complètes	665
4.2.	Fonctions principales à prestations incomplètes	666
5.	Les barèmes	667
6.	Frais de transport des membres du personnel	667
6.1.	Champ d'application	668
6.2.	Droit à une intervention	669
6.3.	Modalités	672

CHAPITRE 5 RESPONSABILITÉS, ASSURANCES ET ACCIDENTS

675

1.	Responsabilité civile du personnel directeur et enseignant	675
1.1.	Textes légaux	675
1.2.	La responsabilité civile et la responsabilité pénale	676
1.3.	Les éléments constitutifs de la responsabilité civile	676
1.4.	La responsabilité du fait d'autrui	677
1.5.	La responsabilité des instituteurs	678
1.6.	La responsabilité des enseignants	680
1.7.	Questions particulières	680
1.8.	Situations spéciales	681
1.9.	Piscine et sécurité	683
2.	Accidents de travail – Accidents sur le chemin du travail	684
2.1.	Accident de travail	686
2.2.	Accident sur le chemin du travail	687
2.3.	Remarque générale	689
2.4.	Extensions légales	689
2.5.	Cas particuliers	690
2.6.	Demande en révision pour aggravation – Formalités	693
3.	Accidents hors service	693
3.1.	Congés en cas d'accidents hors service	694
3.2.	Tutelle sanitaire du Service de santé administratif	694
3.3.	Accident hors service sans tiers en cause	695

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

3.4.	Accident hors service engageant la responsabilité d'un tiers	695
3.5.	Maladies professionnelles	696
4.	Assurances	702
CHAPITRE 6 ABSENCES, CONGÉS, DISPONIBILITÉS		705
1.	Réglementation générale	705
1.1.	Positions administratives : dispositions statutaires	705
1.2.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 1994 relatif au contrôle des absences des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel subventionnés de l'enseignement subventionné	716
2.	Absences – Catégories	723
CHAPITRE 7 STATUTS		725
1.	Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique [de promotion sociale] et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements	725
1.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	725
1.2.	Chapitre II – Des droits et devoirs	727
1.3.	Chapitre IIbis – Des zones d'affectation, de la commission interzonale d'affectation et des commissions zonales d'affectation	730
1.4.	Chapitre III – Du recrutement	730
1.5.	Chapitre IIIbis – Des membres du personnel victimes d'acte de violence ou de harcèlement	777
1.6.	Chapitre IV – De l'entrée en fonctions	800
1.7.	Chapitre V – Des incompatibilités	800
1.8.	Chapitre VI – Du signalement	802
1.9.	Chapitre VII – De la sélection	804
1.10.	Chapitre VIII – De la promotion	812
1.11.	Chapitre IX – Du régime disciplinaire	815
1.12.	Chapitre IXbis – De la suspension préventive : mesure administrative	821

1.13.	Chapitre X – Des positions administratives	829
1.14.	Chapitre XI – De la cessation définitive des fonctions	839
1.15.	Chapitre <i>XIbis</i> – Dispositions transitoires	841
1.16.	Chapitre <i>XIter</i> – Dispositions transitoires et dérogatoires relatives à la création de la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté	841
1.17.	Chapitre <i>XIquater</i> – Dispositions transitoires et dérogatoires relatives à la création des fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté aux degrés inférieur et supérieur de l’enseignement secondaire de plein exercice	841
1.18.	Chapitre XII – Dispositions finales et abrogatoires	841
2.	Décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné	841
2.1.	Titre I ^{er} – Du statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné	841
2.2.	Titre II – Des commissions paritaires	923
2.3.	Titre III – Dispositions modificatives	926
2.4.	Titre IV – Dispositions abrogatoires, transitoires et finales	926
3.	Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné	926
3.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	926
3.2.	Chapitre II – Devoirs	930
3.3.	Chapitre III – Recrutement	933
3.4.	Chapitre IV – Fonctions de sélection	961
3.5.	Chapitre V – De l’accès à la fonction de promotion de chef de travaux d’atelier	961
3.6.	Chapitre <i>Vbis</i> . – De l’appel à candidatures, de la commission de sélection, de la lettre de mission, de l’évaluation et de la fin de l’exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection	965
3.7.	Chapitre VI – Positions administratives	970
3.8.	Chapitre VII – Cessation définitive des fonctions	972
3.9.	Chapitre VIII – De la suspension préventive: mesure administrative	973
3.10.	Chapitre IX – Régime disciplinaire	982
3.11.	Chapitre X – Des chambres de recours	986
3.12.	Chapitre XI – De la mise en disponibilité par retrait d’emploi dans l’intérêt du service et dans l’intérêt de l’enseignement	989
3.13.	Chapitre XII – Des commissions paritaires	991

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

3.14.	Chapitre XIII – Inopposabilité des clauses contraires au statut	996
3.15.	Chapitre XIV – Dispositions modificative, abrogatoires, transitoires et finale	996

CHAPITRE 8 ADRESSES UTILES 997

1.	Associations de parents	997
2.	Chambres de recours et commissions paritaires	997
3.	Pouvoirs organisateurs	997
3.1.	Communauté française	997
3.2.	Commission communautaire française (COCOF)	1000
3.3.	Enseignement officiel subventionné	1000
3.4.	Enseignement libre subventionné	1000
4.	Syndicats	1000
5.	Formation en cours de carrière	1001
5.1.	Organisme inter-réseaux	1001
5.2.	Organismes de formation des réseaux	1002
6.	Pensions	1002
7.	Traitements – Maladie	1003
7.1.	Traitements – Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (W-BE)	1003
7.2.	Traitements – Enseignement subventionné (libre et officiel)	1004
7.3.	Contrôles maladies et accidents du travail, allocations familiales	1005
8.	Communauté germanophone	1007
9.	Droits et protection des élèves	1007
10.	Protection des droits fondamentaux	1008

Registre alphabétique